



A Grenoble le 5 mai 2023

En Isère ce 1^{er} mai, une mobilisation unitaire historique !

Encore une fois les isérois.e.s ont répondu présent.e.s à l'appel de l'intersyndicale pour faire de ce 1^{er} mai un moment fort. Le contexte social, économique et délétère du pays maintient la détermination des travailleuses et travailleurs. Nous sommes toujours opposé.e.s à la réforme des retraites. Et nous l'avons encore démontré avec les 50 000 manifestant.e.s qui ont défilé dans les rues iséroises dans une ambiance familiale, festive et engagée.

Mais qui laisse un arrière-goût amer !

A Grenoble, la manifestation spontanée suite à la manifestation déclarée de la jeunesse et des organisations syndicales a été marquée par une inadmissible répression policière provoquant plusieurs blessé.e.s aux abords de l'anneau de vitesse (dont 5 hospitalisé.e.s) et plusieurs interpellations. Depuis plusieurs semaines les organisations de salarié.e.s ne cessent d'alerter sur la colère grandissante de la population contre une réforme rejetée par l'immense majorité de la population.

Les syndicats rejettent toutes formes de violences faisant atteinte aux personnes. Nous rappelons que les seul.e.s responsables de la situation sont le président de la République, son gouvernement, ses représentant.e.s à Grenoble et les député.e.s qui ont refusé d'entendre la voix des travailleurs.euses.s, et de la jeunesse. L'intersyndicale 38 dénonce l'inadmissible répression policière et gouvernementale dont ont été victimes les manifestant.e.s : violences physiques, gazage abusifs. L'intersyndicale 38 exige des explications des services de police, et de la préfecture, notamment aux abords de l'arrivée de la manifestation où des familles profitaient des stands.

Le seul moyen d'arrêter la spirale, c'est que le gouvernement retire la réforme

L'intersyndicale rappelle que depuis le 19 janvier, des grèves et manifestations massives exigent l'abandon et le retrait de la réforme des retraites imposée par le gouvernement. Mais plutôt que l'écoute, le gouvernement fait le choix du passage en force de la réforme et décide de "passer à l'offensive répressive contre les manifestant.e.s". En découle des tirs de grenades lacrymogènes, de grenades de désencerclement, de nombreux blessé.e.s, et des manifestant.e.s se trouvant sur l'anneaux de vitesse gazé.e.s. Deux personnes ont été condamnées à des peines de prison ferme et des amendes de plusieurs milliers d'euros à la suite d'une procédure judiciaire expéditive). Pour l'intersyndicale 38, il s'agit là des seules armes d'un exécutif aux abois, responsable de la situation de blocage que nous vivons en France aujourd'hui et qui chaque jour, devient de plus en plus « explosive ». L'ensemble des syndicats condamnent ainsi toutes les formes de répression et défendent le droit de manifester sous toutes ses formes. En cas de répression nous vous invitons à contacter une organisation syndicale ou le Collectif Anti-Répression (CAR38). Les autorités ont montré leur incapacité à protéger la population. En réponse nous appelons à maintenir un fort niveau de mobilisation, par la grève, par les blocages et les rassemblements, par les manifestations unitaires, seuls susceptibles d'obtenir le retrait de cette loi !